

\$748,000 in the fifth year. But this was not all they were defrauded of. On the 5th year the people not receiving subsidy in Ontario would pay about \$2,000,000 to the revenue, whilst at the same time it would take several years to get rid of New Brunswick, and as for the Newfoundlanders, we would never, in this world, get rid of them. (Laughter.) His hon. friend, the Minister of War, had often spoken of the different elements which would make Canada a great nation—the commercial, agricultural and maritime. He had laid great stress on the latter element. But he (Mr. R.) did not believe from the way things were being managed, that the Dominion was about to become the first power in the world; he did not think they were about to play the most prominent part among nations. (Laughter.) He was opposed to the resolution before the Chair, because we were asked to pay for Newfoundland an extravagant price. It would not pay us to admit that Province on such terms when our finances were in their present condition. The Finance Minister had to request that no grants should be asked by Ontario members from the Government, the exchequer was so empty, and although he liked our Eastern allies, he was not prepared to allow them more than terms of equality. As an Upper Canadian he was not willing that the interests of that section should be sacrificed. There was the Intercolonial Railway; of the thirty millions required to build that lien, Ontario would pay one half itself, yet not one solitary dollar would be spent within 400 miles of its border. (Hear, hear.) Now, we were asked to give \$150,000 a year, for all time to come, for the lands of Newfoundland, which sum was equal to an expenditure of \$3,000,000 for them. The Government which could make such a proposition to the House did not, he considered, possess an undue share of modesty. (Laughter and applause.) He thought the great leader of Upper Canada (Sir John A. Macdonald) had forgotten his duty at the Quebec Conference on this matter.

Sir John A. Macdonald—George Brown was responsible for it.

montre ensuite que, compte tenu de l'accroissement de la population de l'Ontario pour laquelle aucune subvention n'est prévue, la province a perdu \$416,000 durant la première année de la Confédération, elle en perdra \$499,000 au cours de la seconde année, cette perte atteignant \$748,000 dans la cinquième année. Mais ce n'est pas tout. Au cours de cette cinquième année, la population de l'Ontario qui ne toucherait pas de subvention, contribuerait à raison de 2 millions de dollars aux recettes nationales cependant qu'il faudra plusieurs années pour supprimer des subventions au Nouveau-Brunswick; quant à Terre-Neuve, c'est déjà trop tard (rires). Le ministre de la Guerre a souvent évoqué les divers éléments qui contribueraient à faire la grandeur de la nation canadienne, notamment l'élément commercial, agricole et maritime, soulignant tout particulièrement ce dernier. Pour sa part, il ne pense pas, au train où vont les choses, que le Dominion devienne très prochainement la première puissance du monde ni qu'il puisse jouer un rôle éminent dans le concert des nations (rires). Il s'oppose dès lors à cette résolution, le prix que l'on nous demande de payer pour Terre-Neuve étant exorbitant. Nous ne gagnerons rien à admettre cette province dans de telles conditions, étant donné notre situation financière actuelle. Le ministre des Finances a dû demander que les députés de l'Ontario s'abstiennent de solliciter des subventions, les caisses étant vides, et bien qu'il ait les meilleurs sentiments pour nos alliés de l'Est, il n'est nullement disposé à leur accorder plus que l'égalité de traitement. En tant qu'habitant du Haut-Canada, il ne tient pas à ce que les intérêts de cette région soient sacrifiés. Ainsi, des 30 millions de dollars nécessaires pour construire le Chemin de fer Intercolonial, l'Ontario payera la moitié, alors que pas un seul dollar ne sera dépensé dans un rayon de 400 milles autour de ses frontières (bravos). A présent, on nous demande de payer \$150,000 par an, et ce à tout jamais, pour les terres de Terre-Neuve, ce qui équivaut à une dépense de 3 millions de dollars. Un Gouvernement capable de faire une telle suggestion à la Chambre ne pêche pas par modestie (rires et applaudissements). Il estime que le grand chef du Haut-Canada (Sir John A. Macdonald) a oublié ses devoirs en cette matière lors de la Conférence de Québec.

Sir John A. Macdonald: C'est George Brown qui est responsable de cette suggestion.